

ENTRE SOUVERAINETÉ ET CAPITULATION: CARTOGRAPHIE D'UN DÉBAT PUBLIC POLARISÉ AU LIBAN

TRENDS WATCH ALERT

RAPPORT BIMENSUEL

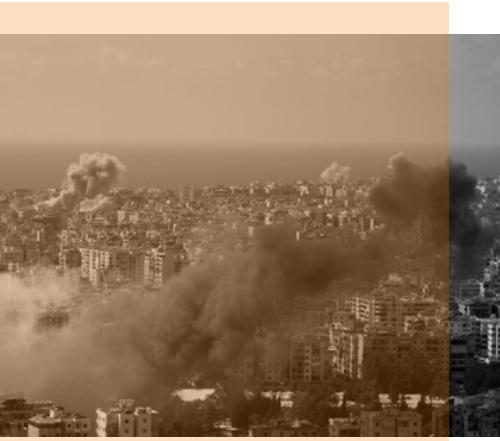
13 - 22 Avril 2026

La guerre en cours au Liban et, plus largement, au Moyen-Orient, a provoqué une profonde division au sein de la société libanaise concernant ce conflit, ses causes et la responsabilité des parties impliquées. Cette division interne ne se limite pas à cette question ; elle s'est étendue à de nombreux sujets et prises de position, au point que de nombreux enjeux internes ainsi que diverses positions politiques, sociales et autres sont devenues des axes d'alignement, de controverse et de récits contradictoires. À cela s'ajoutent de nombreux discours violents et incendiaires, ainsi que des informations fausses et trompeuses, qui aggravent les divisions internes.

Dans ce contexte, ce projet analyse le discours socio-politique dans l'espace public en suivant les thématiques prioritaires des médias, des acteurs politiques, des influenceurs, ainsi que sur les réseaux sociaux, afin de les mettre en lumière, d'en suivre les récits, d'identifier les acteurs qui les portent et d'évaluer les risques qu'ils comportent. Ces sujets reflètent souvent des tendances sociétales et révèlent les positions des principaux acteurs à leur égard.

Cette série de rapports bénéficie du soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie.

1. CONTEXTE



Entre le 13 et le 22 avril 2026, une série de développements politiques majeurs a alimenté le débat public au Liban.

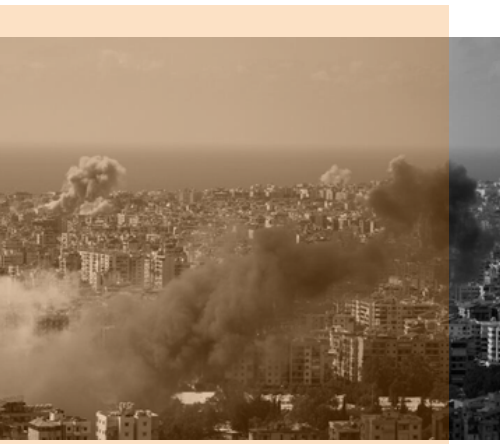


Sur le plan sécuritaire, cette période s'est inscrite dans le contexte du « Mercredi noir », soit la journée du 8 avril, au cours de laquelle des frappes israéliennes ont visé Beyrouth et plusieurs régions du pays, faisant plus de 300 morts et plus de 1000 blessés. L'ampleur et la violence de ces attaques ont suscité une attention particulière et se sont imposées comme un point de référence central dans les débats politiques et médiatiques qui ont suivi.



Sur le plan politique, deux événements majeurs ont contribué à enflammer le débat public. Premièrement, la décision du Conseil des ministres, le 9 avril, de faire de Beyrouth une « ville sans armes » et de charger les forces de sécurité de mettre cette mesure en œuvre. Deuxièmement, la position du gouvernement sur les négociations—en particulier son refus de permettre à l'Iran de représenter le Liban dans les discussions avec les États-Unis concernant un cessez-le-feu avec Israël, ainsi que son affirmation selon laquelle le Liban détient seul l'autorité souveraine d'engager des négociations directes avec Israël via une médiation américaine.





Les négociations libano-israéliennes à Washington, le 14 avril, qui ont suivi ces décisions et ont été largement présentées comme un événement historique pour le Liban et le Moyen-Orient, ont encore accentué les divisions entre acteurs libanais. Le discours politique autour de ces négociations est devenu de plus en plus tendu, marqué par des accusations, des allégations de trahison et des menaces explicites.

Le 16 avril, le journal Al-Akhbar a publié des prises de position révélant le niveau de tension dans le pays et entre ses différentes composantes. Ces positions remettaient directement en cause l'autorité de l'État libanais, estimant que le Président de la République et le Premier ministre mettaient en danger la paix civile et manquaient de légitimité, étant arrivés au pouvoir par le biais d'ingérences étrangères. Dans ce cadre, les décisions gouvernementales—en particulier celles relatives à « la Résistance »—étaient présentées comme illégitimes et devant être contestées.

Par la suite, le discours du président Joseph Aoun, le 17 avril, à la suite de l'annonce d'un cessez-le-feu, a introduit une nouvelle orientation politique relative aux négociations directes avec Israël sous médiation américaine. Ce discours a suscité de vives réactions et a divisé les positions en deux camps principaux : ceux qui l'ont soutenu comme une initiative souveraine visant à instaurer la paix au Liban, et ceux qui l'ont rejeté, considérant ce discours comme une capitulation et une trahison du sang des martyrs de la Résistance.

2. QUELS RÉCITS ONT ÉMERGÉ ?

Deux récits polarisants autour de ces événements ont été identifiés

Souveraineté

Un récit de la « souveraineté » soutenant la décision du gouvernement d'engager des négociations directes avec Israël et de charger l'armée et les forces de sécurité de renforcer le contrôle de l'État sur Beyrouth et d'y limiter le port des armes aux seules forces légales.

Capitulation

Un récit de la « capitulation » s'opposant à ces décisions.

Chacun de ces récits a été porté par des acteurs politiques et médiatiques ainsi que par de larges groupes d'utilisateurs des réseaux sociaux, contribuant à la perception d'un Liban divisé en camps opposés.

Ces récits étaient particulièrement visibles dans le discours de deux journaux représentant des pôles éditoriaux opposés durant la période étudiée : Al-Akhbar et Nida Al Watan. Ces derniers ont été sélectionnés pour l'analyse en raison de l'opposition de leurs lignes éditoriales tranchées et du cadrage médiatique qui en découle. Il faut néanmoins noter que d'autres acteurs contribuent à amplifier ces récits.

Les partisans du récit de la « souveraineté » ont considéré ces décisions comme souveraines, nécessaires et longtemps attendues pour restaurer l'autorité de l'État, stabiliser le pays et parvenir à la paix, présentée comme relevant de l'intérêt national du Liban. Ce récit insiste sur le droit du Liban à détenir un pouvoir de décision exclusif, en le présentant non plus comme un terrain de confrontation entre acteurs extérieurs, mais comme un État capable de défendre ses propres intérêts et affranchi de l'ingérence iranienne, décrite comme ayant entraîné le Liban dans des « guerres futiles ». Il souligne également l'importance, en vertu de la Constitution, de limiter les armes aux seules forces de l'État, faisant de cette mesure un élément essentiel de la restauration de l'autorité et de la souveraineté de l'État.

En revanche, le récit de la «capitulation » a présenté ces développements comme un alignement dangereux sur les intérêts américains et israéliens plutôt que comme une affirmation de souveraineté. La décision du gouvernement de déclarer Beyrouth « ville sans armes » a été décrite comme un « cadeau à l'occupation », fragilisant le Liban de l'intérieur alors même que les attaques israéliennes se poursuivent. Des responsables ont été accusés de « complot » et d'adopter le discours de l'ennemi en justifiant les frappes comme visant des positions du Hezbollah, légitimant ainsi des pertes civiles.

Les négociations directes avec Israël ont été présentées comme une soumission, une trahison et une capitulation, avec des accusations selon lesquelles les autorités libanaises alignaient leurs positions sur des agendas américano-israéliens via Washington. A travers cette perspective, le refus d'une médiation iranienne ne fut pas perçu comme une affirmation de souveraineté, mais comme un basculement vers un alignement occidental au détriment de l'équilibre interne.

La même polarisation se retrouve dans le discours public sur les réseaux sociaux.

Les deux récits ont également employé des procédés de délégitimation de la partie adverse. Dans ce dernier récit, la délégitimation s'étend aux dirigeants de l'État, les Président et Premier ministre étant présentés comme imposés de l'extérieur, dépourvus de légitimité politique et populaire, et leurs décisions—en particulier celles concernant la Résistance— comme étant susceptibles de provoquer des troubles civils. Les médias critiques du Hezbollah ont été qualifiés de « médias de Vichy », en référence au régime de Vichy en France, et accusés de promouvoir des « discours de l'ennemi » et de contribuer à un processus plus large « d'israélisation ». À l'inverse, le point de vue opposé réaffirme la légitimité du gouvernement en tant que seul représentant de l'État et seule autorité constitutionnelle habilitée à prendre des décisions souveraines. Il présente simultanément le Hezbollah comme ayant imposé sa volonté à l'État libanais, fonctionnant comme une autorité parallèle qui limite la souveraineté de l'État et constitue une menace existentielle pour le Liban, avec des avertissements selon lesquels cette dynamique pourrait conduire à un conflit civil. Au regard des risques perçus que le Hezbollah ferait peser sur la stabilité nationale, des appels à une action décisive de l'État et de l'armée ont également été formulés. Le fédéralisme, comme système alternatif de gestion des divisions internes du Liban, a également été évoqué.

3. COMMENT CES RÉCITS ONT-ILS ÉTÉ CONSTRUITS ET CADRÉS ?

Partition en Réponse au Désarmement

Conspirateurs Menace pour la Paix Civile

Subordination Traîtres

Suicide Politique Collaboration Assassinat

Mercenaires Dépendance

Menace Existentielle Barbares

Renversement du Gouvernement

Les deux camps recourent à un langage très virulent, ponctué d'accusations mutuelles de « collaboration », de « subordination » et de « dépendance », ainsi que de termes tels que « mercenaires », « traîtres », « barbares » et « conspirateurs ». Cette rhétorique s'aligne de plus en plus sur un discours belliqueux, allant jusqu'à menacer de mobilisations de rue et d'affrontements.

Les réactions à la proposition du président en faveur de négociations directes ont elles aussi été marquées par un discours hostile, avec l'utilisation de termes tels que « suicide politique », « assassinat », « menace existentielle », « menace pour la paix civile », « renversement du gouvernement » et « partition en réponse au désarmement ». Il convient de noter que les accusations de trahison portées contre le président et le Premier ministre, ainsi que les comparaisons avec le sort d'Anouar el-Sadate, signataire du traité de paix entre l'Égypte et Israël, illustrent l'escalade de la rhétorique et le recours à des menaces implicites. Dans certains cas, cette rhétorique s'accompagne d'avertissements explicites concernant une mobilisation de rue et le renversement potentiel du gouvernement, reflétant un glissement de la confrontation discursive vers une pression exercée par la mobilisation populaire. Cela souligne à la fois l'intensité de la polarisation et la normalisation croissante d'un discours fondé sur l'intimidation.



Dans ce paysage médiatique et politique polarisé, des interprétations opposées ont été systématiquement élaborées autour d'absolus moraux concurrents. Le discours de la « capitulation » s'articule en confrontation ouverte avec le gouvernement et la présidence, les accusant de fonctionner comme une « autorité d'occupation » et comme des agents au service d'agendas extérieurs, en particulier ceux des États-Unis et d'Israël, et alléguant parfois une complicité dans l'agression. Ce discours va jusqu'à dépouiller l'autorité de l'État de toute légitimité, en soutenant qu'elle a émergé sous tutelle étrangère et que le concept de légitimité au Liban est donc dénué de sens.

À l'inverse, Nida Al Watan accuse le Hezbollah de rechercher des « victoires illusoires » sur le plan intérieur après ses défaites face à Israël et appelle l'État et l'armée à prendre des mesures décisives. Cependant, aucune des deux parties ne propose d'initiatives constructives de compromis ni de dialogue structuré.



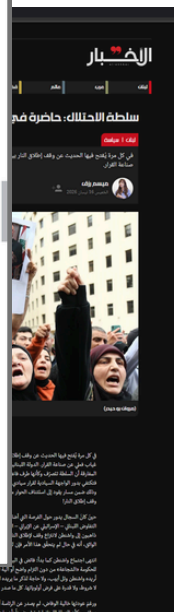
Le cadrage des négociations entre le Liban et Israël reflète également cette polarisation. Les partisans les décrivent comme un « moment historique » qui brise les tabous, met fin aux « guerres futiles » du Hezbollah et rétablit la souveraineté de l'État en matière de prise de décision. Les opposants, en revanche, qualifient le choix des autorités libanaises en des termes très virulents tels que « capitulation », « trahison », « honte », « concession » et « au service de l'ennemi », arguant qu'elles portent la responsabilité de la détérioration de la situation à tous les niveaux.

Par ailleurs, les deux récits proposent des interprétations contradictoires des frappes israéliennes du « Mercredi noir » à Beyrouth. Dans Al-Akhbar, Ibrahim Al-Amine décrit l'événement comme un massacre ayant choqué Washington, tandis que Nida Al Watan rapporte que certains sites visés étaient effectivement des positions du Hezbollah, offrant ainsi deux versions contradictoires d'un même événement.

Ces cadres narratifs reflètent une fragmentation plus large du discours public en systèmes narratifs concurrents, dans lesquels les acteurs formulent des jugements moraux divergents, attribuent la légitimité de manière opposée et contestent même les récits factuels des mêmes événements.

4. COMMENT CES DISCOURS ONT-ILS ÉTÉ AMPLIFIÉS ET PAR QUI ?

Ces récits ont été largement amplifiés par des médias traditionnels, des acteurs politiques, des personnalités publiques et les plateformes numériques, accélérant leur diffusion et la polarisation du discours.



Les médias libanais ont joué un rôle central dans l'amplification des cadres narratifs concurrents. Les médias alignés sur le Hezbollah ou critiques à son égard, tels qu'Al-Akhbar et Nida Al Watan, ne se sont pas contentés de relater les événements, mais ont activement renforcé des interprétations politiques opposées par le biais d'éditoriaux, d'articles d'opinion et d'un cadrage sélectif des informations. Alors qu'Al-Akhbar amplifiait les discours mettant l'accent sur la légitimité de la résistance et l'alignement du gouvernement sur des agendas extérieurs, Nida Al Watan mettait l'accent sur l'autorité de l'État, la souveraineté nationale et la nécessité de désarmer les acteurs non étatiques.

Les acteurs politiques ont encore renforcé ces discours par le biais de déclarations publiques et d'interventions télévisées. Les représentants du Hezbollah et leurs alliés ont présenté les décisions du gouvernement comme un acte de capitulation et un alignement sur des forces extérieures, et ont menacé le gouvernement de mobilisations de rue, tandis que les soutiens du gouvernement ont mis l'accent sur la souveraineté, l'autorité constitutionnelle et le caractère exclusif du pouvoir décisionnel de l'État.

Mohamad Qamati (vice-président du Hezbollah) :

« Après la victoire, l'État aura deux options : soit présenter ses excuses au peuple et revenir sur ses décisions à l'encontre du Hezbollah, soit faire face à la colère pacifique du peuple, qui pourrait entraîner sa chute. »



Ibrahim Al-Moussawi:

« Les autorités libanaises ne font que céder sans cesse à l'ennemi. Nous refusons que le Liban entame des négociations directes avec l'ennemi et considérons cela comme une grave erreur. Il n'existe aucun consensus national suffisant pour permettre aux autorités de négocier directement... Nous ne sommes pas opposés aux négociations, mais celles-ci ne doivent pas être directes et ne doivent pas se dérouler sous les tirs. »



Hassan Fadlallah :

« Quiconque voudra devenir un « Antoine Lahad », nous le combattons comme nous avons combattu les Israéliens... L'accord du 17 mai ne passera pas au Liban, même si nous devons faire face seuls. »

Paul Morcos, ministre de l'Information :

« Le discours du président a tracé une feuille de route pour le pays, fondée sur l'exercice de la souveraineté nationale et visant à faire du Liban, qui n'est plus un simple pion entre les mains de quiconque, un État capable de négocier en son propre nom. »



Ashraf Rifi :

« ...Votre Excellence, poursuivez votre chemin avec foi et sincérité. Les Libanais en ont assez des marchands du temple et de ceux qui se livrent au crime, au meurtre, au terrorisme et au Captagon. Les Libanais vous font confiance, à vous et à votre présidence ; ils vous confient leur vie et leur dignité, et l'avenir de leurs enfants n'appartient pas à une culture de la mort... Nous sommes à vos côtés, aux côtés de tous les Libanais sincères et patriotes. »



Michel Moawad :

« Nous disons au président Salam que nous le soutenons dans sa volonté de limiter le port d'armes à l'État, de considérer les activités militaires et sécuritaires du Hezbollah comme illégales, et d'engager des négociations directes avec Israël afin que nous ne restions pas les victimes des guerres menées par d'autres. »

Les influenceurs, les journalistes et les commentateurs sur les réseaux sociaux ont encore intensifié la polarisation en reprenant ces cadres narratifs, accélérant souvent la propagation d'accusations telles que la trahison, la déloyauté et la crise de légitimité.

Zeinab Hawi :

« L'histoire retiendra que sous la présidence de Joseph Aoun, le discours de prestation de serment a été bafoué et qu'aucun effort n'a été fait pour s'engager sur la voie d'une stratégie défensive visant à protéger le Liban et le Sud... L'histoire retiendra que pendant son mandat, des armes ont été confisquées et la résistance a été affaiblie... que la porte a été ouverte à une normalisation directe avec le meurtrier... et qu'aujourd'hui, il ouvre la voie à des négociations directes avec le criminel de guerre Netanyahu, en nous appelant, nous les Libanais, à le soutenir « pour préserver » nos droits... C'est vous, votre présidence et votre entourage qui avez ruiné le pays, joué avec la vie des gens et retiré l'armée pour permettre à l'occupant d'avancer davantage et de s'emparer de nouveaux territoires... À bas toutes ces figures ! »



Abdel Ghani Tleis :

« ...Votre discours a envoyé à Netanyahu un message de capitulation. C'est exactement cela, et c'est ainsi qu'il l'a compris. Et cette question ne dépend pas de vous. Votre référence à Anouar el-Sadate devrait vous rappeler son sort, car sa décision ne venait pas du peuple, mais des promesses de Kissinger... »

Charles Jabbour :

« L'équation qui devrait régir la prochaine phase au Liban est la suivante : l'insistance sur le maintien des armes du Hezbollah appelle une réponse en contrepartie, à savoir la partition, car il ne peut y avoir de coexistence avec des armes qui imposent des guerres et tuent des Libanais. Assez de guerres, assez d'être entraînés dans des conflits... »

Naufal Daou :

« D'où Hassan Fadlallah tient-il la théorie selon laquelle l'État violerait la Constitution lorsqu'il négocie avec Israël ? Quel texte constitutionnel dit cela ? Et depuis quand la Constitution est-elle devenue une référence pour le Hezbollah ? Est-ce le 7 mai 2008 ? Ou pendant l'épisode des "chemises noires" ? Ou lors des guerres des "si seulement j'avais su", de la Syrie et du "soutien"... ? »

Élie Sakr (responsable de l'Autorité de la diaspora au sein du Parti Kataëb) :

« Ce discours constitue un moment charnière dans l'histoire du Liban, au cours duquel le président a posé les bases du rétablissement de la souveraineté décisionnelle nationale et affirmé le choix de protéger le peuple avant toute chose... Il a tracé la voie de sortie du "mini-État de guerre" vers l'État, la souveraineté et la paix. »

5. POURQUOI EST-CE IMPORTANT ? (RISQUES ET IMPLICATIONS)

La fragmentation du discours public en récits opposés fait peser de graves risques sur la cohésion sociale et la stabilité du Liban. Chaque camp prétend incarner la vérité et défendre l'intérêt national, laissant peu de place au dialogue et renforçant une dynamique du « nous contre eux » dans laquelle les adversaires politiques sont considérés comme des menaces existentielles. Cette perception réciproque de soi comme victime d'un complot et seul défenseur de la nation aggrave la peur, sape la confiance et entrave la vie politique.

De plus, cette polarisation s'étend tant aux réseaux sociaux qu'aux médias traditionnels qui amplifient de plus en plus les discours accusateurs et provocateurs, creusant encore davantage les divisions et affaiblissant la confiance à l'égard des institutions et de l'information.

La banalisation d'un discours hostile, notamment les accusations de trahison, les appels à la mobilisation et les mises en garde contre un conflit civil, accroît le risque d'une escalade qui dépasse le simple cadre du discours. Ces deux discours contribuent à cette dynamique, que ce soit en légitimant l'opposition à l'autorité de l'État ou en appelant à une action militaire ou coercitive décisive, ce qui, en fin de compte, augmente le risque d'affrontement réel.

Plus généralement, l'absence de terrain d'entente entre les acteurs et la perception de divisions irréparables témoignent d'un contexte national fragile. Conjuguées aux menaces extérieures persistantes, ces dynamiques entretiennent un climat instable dans lequel la polarisation, la méfiance et les discours contradictoires sapent la stabilité et compromettent les perspectives d'entente et d'unité nationale.

AU-DELÀ DES DISCOURS POLITIQUES

Malgré l'existence de discours contradictoires, une tendance commune s'est dégagée de la couverture médiatique : les médias libanais se sont, pour l'essentiel, largement concentrés sur les personnalités politiques et l'analyse politique, sans s'intéresser suffisamment à la vie et aux réalités quotidiennes des citoyens ordinaires, notamment à leurs conditions de vie et à leurs expériences vécues en période de conflit.

Ce déséquilibre soulève des interrogations quant au rôle des médias dans la représentation des réalités sociétales. Au-delà du traitement de l'actualité politique, les médias jouent un rôle essentiel dans la restitution de la parole des citoyens, la documentation des conditions de vie et la présentation d'une vision d'ensemble de la société. Une attention insuffisante à ces dimensions risque d'accentuer les divisions sociales et d'affaiblir le sentiment d'appartenance nationale.

Le journal francophone L'Orient-Le Jour fait exception à cette tendance. Au cours de la période considérée (lundi 20 avril et mardi 21 avril), il a consacré une couverture soutenue aux expériences vécues par les populations, amplifiant leurs voix et documentant l'impact humain de la guerre.

